

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 88 — 389

14 JANVIER 1988

Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif à l'octroi aux particuliers de subventions-intérêts en matière d'investissements économiseurs d'énergie dans les logements

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1er, § 3 et l'article 6, § 1 IV et VII;

Vu le décret du 9 novembre 1987 contenant le budget des dépenses de la Région wallonne pour 1988;

Considérant qu'il est de l'intérêt de la Région de promouvoir les investissements économiseurs d'énergie dans les logements;

Considérant que la campagne de sensibilisation intitulée « Carnet d'Épargne-Energie » a permis aux particuliers d'obtenir, des Guichets de l'Énergie, un diagnostic thermique de leur logement comportant un inventaire des interventions souhaitables;

Considérant que l'octroi d'une aide financière constituerait un incitant appréciable dans le prolongement de cette opération;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne ayant le budget dans ses attributions, en date du 16 décembre 1987;

Sur proposition du Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon ayant la politique générale de l'Énergie dans ses attributions et du Ministre ayant la politique du Logement dans ses attributions,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° **Ministre** : le Ministre de la Région wallonne ayant la politique générale de l'Énergie dans ses attributions.

2° **Administration** : la Direction d'Administration de l'Énergie et des Technologies Nouvelles du Ministère de la Région wallonne, Inspection générale de l'Énergie.

3° **Etablissement de crédit conventionné** : l'institution financière ayant au moins un siège en Wallonie et pour laquelle la convention signée le 7 décembre 1987 vaut agrément de la Région wallonne pour accorder des prêts bénéficiant d'une subvention-intérêt.

4° **Demandeur** : toute personne physique ou morale qui, à la date de la demande de prêt, est titulaire d'un droit réel ou d'un bail sur le logement bénéficiant de l'investissement.

5° **Logement** : la maison ou l'appartement situé en région wallonne, destiné en ordre principal à l'habitation et dont l'occupation est antérieure au 1er novembre 1987, à l'exclusion des parties communes d'immeubles comportant plus d'un logement.

6° **Guichet de l'Énergie** : le service reconnu et subsidié par la Région wallonne, mis en place par certaines communes ou associations sans but lucratif en vue de donner aux particuliers des informations personnalisées en matière d'économie d'énergie.

7° **Diagnostic thermique** : analyse qui permet d'évaluer les principales sources de déperditions thermiques du bâtiment et propose les interventions prioritaires sur l'enveloppe du bâtiment et/ou sur le système de chauffage en signalant leurs coûts et les économies prévisibles.

La liste des interventions envisageables est annexée au présent arrêté.

8° **Projet d'investissement** : devis d'entreprise(s) enregistrée(s) et/ou bon(s) de commande d'établissement commercial qui décrit(vent) de manière détaillée les interventions envisagées par le demandeur en fonction des recommandations émises dans un diagnostic thermique délivré par un Guichet de l'Énergie.

9° **Entreprise enregistrée** du secteur de la construction ou ayant fait preuve de sa demande d'enregistrement au moment de la présentation du projet,

celle qui — remplit les conditions prévues à l'arrêté royal du 5 octobre 1978 portant exécution des articles 299bis du Code des Impôts sur les revenus et 30bis de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la Sécurité sociale des travailleurs.

— apporte la preuve, délivrée par le Centre Scientifique et Technique de la Construction, de son affiliation à ce centre ou au centre de Groote de son secteur. Cette deuxième condition n'est pas applicable aux entreprises de distribution et d'installation électrique.

Art. 2. Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au Budget de la Région wallonne, le Ministre peut accorder, aux conditions fixées par le présent arrêté, une aide à tout demandeur en vue de la réalisation d'un projet d'investissement économiseur d'énergie approuvé par l'Administration. À cette fin, le Ministre accorde aux établissements de crédit conventionnés des subventions leur permettant de consentir un taux d'intérêt zéro pendant trois ans sur la première tranche de F 50 000 des prêts accordés.

Art. 3. Pour bénéficier de la subvention-intérêt, le prêt doit répondre aux conditions suivantes :

1° être accordé par un établissement de crédit conventionné;

2° dans le cas où il est accordé à des personnes physiques, constituer un prêt à tempérament conformément aux dispositions du chapitre III de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement.

3° porter sur au moins 50 000 F et être remboursable en trente-six mois.

4° être subordonné à la remise du document numéroté établi et délivré par un Guichet de l'Énergie et comportant l'approbation de l'Administration. Ce document mentionnera les interventions approuvées ainsi que leur coût total.

Art. 4. L'obtention par le demandeur du document numéroté visé à l'article 3, 4°, est subordonnée aux conditions suivantes :

1° avoir rempli le questionnaire du Carnet d'Épargne-Energie, consigné les relevés de consommation d'énergie pendant au moins vingt semaines entre le 26 septembre 1987 et le 30 avril 1988 et remis ou renvoyé ce Carnet à un Guichet de l'Énergie en vue d'obtenir un diagnostic thermique.

2° avoir remis ou renvoyé un projet au même Guichet de l'Énergie.

Les interventions retenues répondront au critère économique énoncé à l'annexe II. Si une ou plusieurs d'entre elles n'y satisfont pas, l'économie prévisible résultant de la combinaison de l'ensemble des interventions devra atteindre au moins 20 % de la facture énergétique pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire.

La description technique de chaque intervention retenue sera celle mentionnée dans le diagnostic thermique. Seront également examinées les variantes techniques dont l'efficacité thermique est équivalente ou supérieure. Seuls les 10 000 premiers projets, approuvés avant le 31 décembre 1988 par l'Administration, bénéficieront d'une subvention-intérêt.

Art. 5. § 1. La subvention-intérêt ne peut être cumulée, pour les mêmes interventions, avec les avantages prévus par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 février 1987 instaurant une prime à la réhabilitation des logements insalubres améliorables situés dans la région wallonne.

§ 2. La subvention-intérêt n'est accordée qu'une seule fois par logement.

Art. 6. § 1. Dans la mesure où il obtient un prêt tel que décrit à l'article 3, le demandeur s'engage à :

1^o Réaliser le projet approuvé et envoyer au Guichet de l'Energie une copie des factures accompagnée d'une attestation sur l'honneur que les travaux sont terminés, et ce dans un délai de six mois à dater de l'obtention du document numéroté.

2^o Accepter, pendant un délai de douze mois à compter de la fin des travaux, le contrôle par l'Administration de l'exécution des travaux. Celle-ci est chargée de vérifier la conformité aux mentions du document numéroté délivré par le Guichet de l'Energie et approuvé par l'Administration.

§ 2. Les travaux doivent être réalisés par des entreprises enregistrées qui garantissent le respect des règles de l'art.

Toutefois, le demandeur est autorisé à réaliser lui-même certaines interventions mises en évidence dans l'annexe I.

Art. 7. Le non respect des prestations administratives dont le contrôle est prévu à l'article 6, § 1, 2^o, et les pratiques frauduleuses en vue d'éviter l'application de l'article 5 donnent lieu à restitution de la subvention-intérêt.

Le recouvrement auprès du bénéficiaire de la subvention est confié au Ministre de la Région wallonne.

Art. 8. Le président arrêté entre en vigueur dès sa parution au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon ayant la politique générale de l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 janvier 1988.

M. WATHELET

A. DECLETY

A. DALEM

Ch. AUBECQ

A. LIENARD

D. DUCARME

ANNEXE I

A) Liste des interventions pour économiser l'énergie évaluées par le diagnostic thermique et pouvant faire l'objet d'un prêt à taux zéro, sous réserve des autres prescriptions du présent arrêté.

Les (*) renseignent les interventions que le bénéficiaire est autorisé à réaliser, et évaluées à ce titre également.

I. Au niveau de l'enveloppe du bâtiment

1. Isolation des murs délimitant le volume chauffé

1.1. Murs creux existants

Injection dans le creux d'un matériau isolant sous forme de mousse ou insufflation d'un matériau isolant en vrac

1.2. Par l'extérieur

1.2.1. Placement de panneaux isolants protégés par un enduit sur treillis ou par un autre revêtement extérieur sur bardage

1.2.2. Placement de panneaux isolants en remplissage complet ou partiel et construction d'un mur de parement extérieur

1.2.3. Projection d'un enduit isolant

1.3. Par l'intérieur (*)

1.3.1. Pose d'un complexe isolant ou d'un panneau sandwich

1.3.2. Pose de matelas isolant sur ossature fixée au mur

2. Isolation des planchers

2.1. Sur locaux non chauffés (cave, garage, air extérieur, vide sanitaire, sol ou terre-plein)

2.1.1. Sous une dalle de béton, hourdis ou équivalent (*)

Sous un plancher à ossature en bois démontable (*)

2.1.2. Sous voûte, voutains ou surfaces généralement irrégulières :

1. Projection d'un matériau isolant additionné d'un liant

2. Placement d'un isolant entre gîtage (*)

2.1.3. En cas de réfection de l'aire de marche, placement de panneaux isolants rigides à haute densité entre le plancher brut et la chape ou placement d'un matériau isolant entre solives et parquet posé sur plancher brut

2.2. Dans combles utilisés en grenier (*)

3. Isolation des toitures

3.1. Plates, selon le principe de la toiture chaude ou selon le principe de la toiture inversée

3.2. Inclinaison sur combles habitables (*)

Pose de matériaux isolants avec maintien d'une couche d'air ventilée et continue de ± 5 cm entre la couverture de la toiture et l'isolant

4. Isolation des parois vitrées

4.1. Placement de survitrage (*)

4.2. Placement de double vitrage dans châssis existants

4.3. Placement de double vitrage et de nouveaux châssis

4.4. Pose de joints d'étanchéité (*)

II. Au niveau du système de chauffage des locaux

1. Isolation des canalisations

1.1. De chauffage, en locaux non chauffés (*)

1.2. De distribution d'E.C.S., en locaux non chauffés (*)

2. Générateur de chaleur

2.1. Remplacement du gicleur (pour chaudière au fuel)

2.2. Remplacement du brûleur

2.3. Remplacement du générateur et du brûleur associé

2.4. Renforcement de l'isolation du générateur de chaleur (*)

2.5. Placement d'un circulateur

3. Système de régulation et de programmation

3.1. Remplacement ou placement d'un thermostat d'ambiance

3.2. Placement de robinets thermostatiques

3.3. Placement d'une sonde extérieure associée à une régulation de température existante

3.4. Placement d'une horloge programmable

3.5. Placement d'un optimiseur

3.6. Asservissement du brûleur au thermostat d'ambiance ou à l'horloge programmable

4. Emission de chaleur (*)

4.1. Placement de feuilles d'aluminium au dos des radiateurs

4.2. Isolation des allèges au dos des radiateurs

5. Préparation de l'eau chaude sanitaire

5.1. Découplage de la préparation de l'E.C.S.

5.2. Placement d'une horloge sur chaudière pour la préparation de l'E.C.S.

6. Chauffage décentralisé (mazout, gaz, charbon, bois, électricité)

6.1. Remplacement par de nouveaux appareils avec régulations modulante

6.2. Remplacement par de nouveaux appareils avec régulation modulante et horloge

6.3. Remplacement par de nouveaux appareils avec régulation modulante et programmation à distance

6.4. Remplacement de convecteurs électriques directs par des appareils électriques à accumulation et installation d'un compteur bi-horaire

B) Les interventions pour économiser l'énergie définies au point A doivent satisfaire aux critères suivants :

1. L'isolation des parois délimitant le volume protégé (ou chauffé) doit apporter une résistance thermique supplémentaire minimum :

$$R = \frac{e}{\lambda} \text{ de :}$$

1,2 m²K/W pour la toiture ou plancher de grenier;1 m²K/W pour les murs extérieurs et planchers sur air extérieur;0,75 m²K/W dans les autres cas.

En ce qui concerne la pose de châssis avec double vitrage, le coefficient de transmission thermique doit être inférieur ou égal à :

k < 3,8 W/m²K (d'après la norme NBN B62-002).II. Sont considérés comme matériaux d'isolation ceux dont la conductibilité thermique, selon les normes belges NBN de la série B62 et/ou des normes belges spécifique ou des agréments techniques, est inférieure ou égale à 0,080 watt/m²K.

III. En cas d'isolation

des murs creux existants par injection ou insufflation;

des murs extérieurs par projection d'un enduit isolant;

de toiture plate selon le principe de la toiture inversée,

le système d'isolation doit avoir un agrément technique octroyé par l'Union belge pour l'Agrément technique dans la construction.

IV. En cas de remplacement du générateur de chaleur et du brûleur, l'équipement doit satisfaire à un des critères suivants :

label « HAUT RENDEMENT » défini par l'Association royale des Gaziers belges;

label « OPTIMAZ » défini par TECHNICOL pour les ensembles chaudières et brûleurs alimentés au mazout;

marque de conformité BENOR pour les générateurs au charbon;

marque de conformité CEBEC pour les appareils électriques.

V. En cas d'appropriation de l'installation électrique et/ou de gaz, non compris le remplacement des appareils de chauffage ou de production d'eau chaude, une attestation de mise en conformité aux dispositions légales (R.G.I.E. et R.G.P.T.) doit être fournie par l'entrepreneur enregistré.

ANNEXE II

Critère économique

Pour bénéficier d'une subvention-intérêt sur 50 000 F il faut que le montant de l'investissement propre à chaque intervention ne dépasse pas 60 % de l'économie prévisible cumulée résultant de cette intervention.

1. Le montant de l'investissement est le coût standard, T.V.A. comprise, des travaux ou fournitures, tel qu'il est estimé par les Guichets de l'Energie.

Lorsque le montant du devis ou bon de commande relatif à une intervention ou à un groupe d'interventions dépasse d'au moins 30 % ce coût ou lui est inférieur d'au moins 10 %, c'est le montant du devis ou du bon de commande qui constitue le montant de l'investissement.

2. L'économie prévisible est la réduction de la facture énergétique totale, T.V.A. comprise, résultant de cette intervention, telle qu'elle est calculée par le programme informatique du Guichet de l'Énergie, sur base des données recueillies dans le Carnet d'Épargne-Energie.
3. L'économie cumulée est égale à l'économie annuelle prévisible multipliée par la durée de vie, en années, de l'intervention.

—
ÜBERSETZUNG
—

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 88 — 389

14. JANUAR 1988

**Erlass der Wallonischen Regionalexekutive bezüglich der Gewährung von Zinszuschüssen
in Sachen Energieeinsparungsinvestitionen in Wohnungen**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 1, § 3 sowie des Artikels 6, § 1 IV und VII;

Aufgrund des Dekrets vom 9. November 1987 zur Festlegung des Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für 1988;

In Anbetracht dessen, dass es im Interesse der Region liegt, die Energieeinsparungsinvestitionen in Wohnungen zu fördern;

In der Erwägung, dass die « Energiesparbuch » genannte Aufklärungskampagne den Privatpersonen ermöglicht hat, eine thermische Diagnose ihrer Wohnung mit dem Verzeichnis der wünschenswerten Arbeiten von den Energieschaltern zu erhalten;

In der Erwägung, dass die Gewährung einer finanziellen Beihilfe eine nennenswerte Anregung in der Fortsetzung dieser Aktion sein würde;

Aufgrund des am 16. Dezember 1987 gegebenen Einverständnisses des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeiten der Haushalt gehört;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats vom 28. Dezember 1987;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeiten die allgemeine Energiepolitik gehört, und des Ministers, zu dessen Zuständigkeiten die Wohnpolitik gehört,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° Minister : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeiten die allgemeine Energiepolitik gehört;

2° Verwaltung : die Verwaltungsdirektion des Ministeriums der Wallonischen Region für die Energie und die neuen Technologien, Generalinspektion der Energie;

3° öffentlich gebundene Kreditanstalt : die Finanzeinrichtung, die wenigstens einen Sitz in der wallonischen Region hat, und für die das am 7. Dezember 1987 unterzeichnete Übereinkommen als die Anerkennung der Wallonischen Region gilt, um Darlehen einzuwilligen, für die ein Zinszuschuss in Anspruch genommen werden kann;

4° Antragsteller : jegliche natürliche oder juristische Person, die zum Zeitpunkt des Antrags auf ein Darlehen Inhaber eines dinglichen Rechts oder einer Miete an der Wohnung ist, für die die Investition getätigt wird;

5° Wohnung : das in der wallonischen Region gelegene Haus bzw. Appartement, das hauptsächlich zu Wohnungszwecken bestimmt ist, und das vor dem 1. November 1987 bezogen wurde, unter Ausschluss der Gemeinschaftsteile, die mehr als eine Wohnung umfassen;

6° Energieschalter : die von der Wallonischen Region anerkannte und subventionierte Dienststelle, die von bestimmten Gemeinden oder Vereinigungen ohne Erwerbzweck eingeführt worden ist, um Privatpersonen die auf ihren persönlichen Energieverbrauch abgestimmten Informationen zu verschaffen;

7° thermische Diagnose : Analyse, durch die die wichtigsten Ursachen des Wärmeverlustes des Gebäudes ermittelt werden können, und die die vorrängigen Arbeiten am Aussenumfang des Gebäudes bzw. am Heizsystem vorschlägt, wobei die Kosten und die vorhersehbaren Einsparungen angegeben werden;

8° Investitionsvorhaben : Kostenvoranschlag eines (mehrerer) registrierten Betriebs (Betriebe) bzw. Bestellschein eines Handelsunternehmens, worin die vom Antragstellen aufgrund der Empfehlungen, die in einer von einem Energieschalter erstellten thermischen Diagnose ausgesprochen sind, geplanten Arbeiten beschrieben werden;

9° registrierter Betrieb des Bausektors oder Betrieb, der zum Zeitpunkt der Einreichung des Vorhabens seinen Antrag auf Registrierung nachgewiesen hat,

denjenigen, der :

die im Königlichen Erlass vom 5. Oktober 1978 zur Ausführung der Artikel 299bis des Einkommensteuergesetzbuches und 30bis des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision der Gesetzesverordnung vom 28. Dezember bezüglich der Sozialversicherung der Arbeitnehmer vorgesehenen Bedingungen erfüllt;

den Beweis seiner Mitgliedschaft beim wissenschaftlichen und technischen Zentrum für das Bauwesen oder beim de Grootte Zentrum seines Sektors erbringt. Diese zweite Bedingung gilt nicht für Elektroversorgungs- und Elektroinstallationsbetriebe.

Art. 2. Innerhalb der Grenzen der zu diesem Zweck im Haushaltplan der Wallonischen Region ausgewiesenen Mittel kann der Minister, unter den in diesem Erlass festgelegten Bedingungen, jedem einzelnen Antragsteller eine Beihilfe zwecks Durchführung eines durch die Verwaltung genehmigten Energieeinsparungsinvestitionsvorhabens einwilligen.

Zu diesem Zweck gewährt der Minister den öffentlich gebundenen Kreditanstalten Subventionen, die ihnen ermöglichen, während 3 Jahre einen Zinssatz von null Prozent auf den ersten Teilbetrag von 50 000 F der eingewilligten Darlehen anzuwenden.

Art. 3. Um den Zinszuschuss in Anspruch nehmen zu können, muss das Darlehen die folgenden Bedingungen erfüllen :

1° es muss von einer öffentlich gebundenen Kreditanstalt gewährt werden;

2° es muss als Ratendarlehen nach den Bestimmungen des Kapitels III des Gesetzes vom 9. Juli 1957 zur Regelung der Ratenverkäufe und ihrer Finanzierung gebildet werden, falls es natürlichen Personen gewährt wird;

- 3° es muss wenigstens 50 000 F betragen und innerhalb von 36 Monaten ablösbar sein;
 4° es muss der Aushändigung des numerierten Dokuments unterliegen, das von einem Energieschalter erstellt und ausgestellt wird und das die Genehmigung der Verwaltung beinhaltet. In diesem Dokument sind die genehmigten Arbeiten und ihre Gesamtkosten anzugeben.

Art. 4. Der Antragsteller darf das unter Artikel 3, Punkt 4 erwähnte Dokument erhalten, wenn er die nachstehenden Bedingungen erfüllt :

- 1° er muss den Fragebogen des Energiesparbuches ausgefüllt, die Energieverbrauchswerte während wenigstens 20 Wochen zwischen dem 26. September 1987 und dem 30. April 1988 festgehalten und das Buch einem Energieschalter zwecks Erhaltung einer thermischen Diagnose abgegeben oder zurückgeschickt haben.
 2° er muss ein Vorhaben dem besagten Energieschalter abgegeben oder zurückgeschickt haben.

Die berücksichtigten Arbeiten müssen dem Wirtschaftlichkeitskriterium, das in der Anlage II erwähnt wird, genügen. Falls eine oder mehrere Arbeiten dem besagten Kriterium nicht genügen, muss die aus der Zusammenfügung der gesamten Arbeiten herrührende vorhersehbare Einsparung wenigstens 20 % der Energieabrechnung für die Heizung und das sanitäre Warmwasser betragen.

Die technische Beschreibung jeder in Betracht kommenden Arbeit ist diejenige, die in der thermischen Diagnose erwähnt worden ist. Die technischen Abweichungen, deren thermische Wirksamkeit gleich oder höher ist, kommen ebenfalls in Betracht.

Lediglich die ersten 10 000 Vorhaben, die vor dem 31. Dezember 1988 von der Verwaltung genehmigt worden sind, kommen in den Genuss eines Zinszuschusses.

Art. 5. § 1. Die Zinszulage darf, für die gleichen Arbeiten, mit den im Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. Februar 1987 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung von in der wallonischen Region gelegenen gesundheitsschädlichen, verbesserungsfähigen Wohnungen vorgesehenen Vorteilen nicht kumuliert werden.

§ 2. Der Zinszuschuss wird nur ein Mal je Wohnung gewährt.

Art. 6. § 1. Insoweit der Antragsteller ein Darlehen, so wie es unter Artikel 3 beschrieben wird, erhalten hat, verpflichtet er sich :

- 1° das genehmigte Vorhaben durchzuführen und dem Energieschalter eine Ablichtung der Rechnungen mit einer Bescheinigung auf Ehre und Gewissen, dass die Arbeiten beendet sind, zu versenden und dies innerhalb 6 Monaten nach Erhalt des numerierten Dokuments.
 2° während 12 Monate nach der Beendigung der Arbeiten, der Kontrolle der Ausführung der Arbeiten durch die Verwaltung zuzustimmen. Diese wird damit beauftragt, die Übereinstimmung mit den Vermerken in dem vom Energieschalter ausgestellten und von der Verwaltung genehmigten numerierten Dokument zu prüfen.

§ 2. Die Arbeiten müssen von registrierten Betrieben, die die Einhaltung der Regeln der Kunst gewährleisten, durchgeführt werden. Dem Antragsteller wird jedoch erlaubt, bestimmte in der Anlage I hervorgehobene Arbeiten selbst durchzuführen.

Art. 7. Die Missachtung der Verwaltungsvorschriften, deren Kontrolle in Artikel 6, § 1, Punkt 2 vorgesehen wird, sowie jedes betrügerische Verhalten mit dem Ziel, die Anwendung von Artikel 5 zu vermeiden, ziehen die Rückerstattung des Zinszuschusses nach sich.

Die Beitreibung beim Empfänger des Zinszuschusses wird dem Ministerium der Wallonischen Region anvertraut.

Art. 8. Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Art. 9. Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeiten die allgemeine Energiepolitik gehört, ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 14. Januar 1988.

M. WATHELET
 A. DECLETY
 A. DALEM
 Ch. AUBECQ
 A. LIENARD
 D. DUCARME

ANLAGE I

A) Liste der in der thermischen Diagnose bewerteten Energieeinsparungsarbeiten, für die vorbehaltlich der anderen Vorschriften des vorliegenden Erlasses ein Darlehen zum Nulltarif in Anspruch genommen werden kann

Die (*) geben die Arbeiten an, die der Anspruchsberechtigte durchführen kann und die ebenfalls in dieser Hinsicht bewertet werden.

I. Am Aussenumfang

1. Isolierung der Einfassungen des beheizten Raumvolumens

1.1. bestehende Hohlmauern

Einbringung eines Dämmschaumstoffes in den Hohlraum oder Einblasung eines Schüttdämmstoffes

1.2. an der Aussenseite

1.2.1. Aufstellung von durch einen Drahtgeflechtverputz oder sonstigen

Brettbelag geschützten Wärmedämmtafeln

1.2.2. Aufstellung von Dämmtafeln als vollständige oder Teilausfüllung und Anbau einer äusseren Verblende-mauer

1.2.3. Spritzen eines Wärmedämmputzes

1.3. an der Innenseite

1.3.1. Anbringung eines Dämmgegenstands oder einer Sandwichtafel.

1.3.2. Anbringung einer Dämmmatte auf ein an der Wand befestigtes Gerippe

2. Isolierung de Fussböden
- 2.1. über nicht beheizten Räumen (Keller, Garage, Aussenluft, Belüftungshohlraum, Boden oder gewachsener Boden)
- 2.1.1. unter Beton-, Hourdiplatte oder dgl. (*)
unter einer Decke mit abnehmbarem Holzgerippe (*)
- 2.1.2. unter einem Gewölbe, einer Wölbungskappe oder sonstigen im Allgemeinen unregelmässigen Flächen :
1. Spritzen eines Dämmstoffes mit Binder
2. Anbringung eines Dämmgegenstandes zwischen den Lagerbalken (*)
- 2.1.3. Bei Instandsetzung der Lauffläche, Anbringung von steifen Dämmtafeln mit hoher Dichte zwischen naturrauhem Fussboden und Estrich oder Anbringung eines Dämmmaterials zwischen Balken und auf den naturrauhem Fussboden gelegtem Parkett.
- 2.2. in als Speicher ausgebauten Dachräumen (*)
3. Dächerisolierung
- 3.1. Flachdächer, gemäss dem Grundsatz des Warmdaches oder gemäss dem Grundsatz des umgekehrten Daches
- 3.2. Abdachungen über bewohnbaren Dachräumen (*)
Anbringung von Dämmstoffen mit Beibehaltung einer belüfteten und konstanten Luftschicht von etwa 5 cm zwischen der Dacheindeckung und dem Dämmstoff
4. Isolierung der Glaswände
- 4.1. Anbringung von Verbundfenstern
- 4.2. Anbringung von Doppelverglasung in vorhandene Fensterrahmen
- 4.3. Anbringung von Doppelverglasung und neuen Fensterrahmen
- 4.4. Anbringung von Abdichtungsfugen
- II. Am Heizsystem der Räume
- I. Isolierung der Leitungen
- 1.1. Isolierung der Heizleitungen in nicht beheizten Räumen (*)
- 1.2. Isolierung der Leitungen für sanitäres Warmwasser in nicht beheizten Räumen (*)
2. Wärmegenerator
- 2.1. Ersetzung der Brennerdüse (bei Heizöl)
- 2.2. Ersetzung des Brenners
- 2.3. Ersetzung des Generators und des dazugehörigen Brenners
- 2.4. Verstärkung der Wärmegeneratorisolierung
- 2.5. Anbringung einer Umlaufpumpe
3. Regulierungs- und Programmierungssystem
- 3.1. Ersetzung oder Anbringung eines Raumthermostats
- 3.2. Anbringung von thermostatischen Ventilen
- 3.3. Anbringung einer mit einem vorhandenen Temperaturregler verbundenen Temperatursenssonde
- 3.4. Anbringung einer programmierbaren Zeituhr
- 3.5. Anbringung einer Optimiervorrichtung
- 3.6. Einstellung des Brenners auf das Raumthermostat oder auf die programmierbare Zeituhr
4. Wärmeabgabe
- 4.1. Anbringung von Aluminiumblechtafeln an der Rückseite der Heizkörper
- 4.2. Isolierung der Fensterbrüstungen hinter den Heizkörpern
5. Bereitung des sanitären Warmwassers (s.W.)
- 5.1. Entkupplung der Bereitung des s.W.
- 5.2. Anbringung einer Zeituhr auf den Heizkessel im Hinblick auf die Bereitung des s.W.
6. Nicht zentral gesteuerte Heizsysteme (Heizöl, Gas, Kohle, Holz, Elektrizität)
- 6.1. Ersetzung durch neue Geräte mit modulierender Regulierung
- 6.1. Ersetzung durch neue Geräte mit modulierender Regulierung und Zeituhr
- 6.3. Ersetzung durch neue Geräte mit modulierender Regulierung und Fernprogrammierung
- 6.4. Ersetzung von direkten elektrischen Konvektoren durch elektrische Speicherkonvektoren und Einbau eines Doppeltarifzählers

B) Die unter A definierten Energieeinsparungsarbeiten müssen folgenden Kriterien genügen :

I. Die Isolierung der Einfassungen des inneren (oder beheizten) Raumvolumens muss einen zusätzlichen minimalen Wärmewiderstand

$$R = \frac{e}{k} \text{ von :}$$

1,2 m²K/W für die Dächer und Speicherfussböden;

1 m²K/W für die Aussenmauern und Aussenböden;

0,75 m²K/W in den anderen Fällen,

zur Folge haben.

Was die Anbringung von Fensterrahmen mit Doppelverglasung angeht, muss der Wärmeleitkoeffizient unter

$$k < 3,6 \text{ W/m}^2\text{K}$$

(entsprechend der Norm NBN B62-002) liegen oder dieser Gleichung entsprechen.

II. Als Dämmstoffe gelten diejenigen, deren Wärmeleitfähigkeit nach den belgischen Normen NBN der Reihe B62 bzw. nach spezifischen belgischen Normen bzw. nach technischen Zulassungen unter 0,080 watt/m²K liegt oder dieser Gleichung entspricht.

- III. Bei Isolierung :
- der vorhandenen Hohlmauern durch Einpressung oder Einblasung;
 - der Aussenmauern durch Spritzen eines Wärmedämmputzes;
 - des Flachdachs nach dem Grundsatz des umgekehrten Daches
- muss das Isolierungssystem eine durch die Union belge pour l'Agrément technique dans la Construction erteilte Zulassung haben.
- IV. Bei Ersetzung des Wärmegenerators und des Brenners muss die Ausrüstung einem der folgenden Kriterien genügen :
- dem durch die « Association royale des Gaziers belges » bestimmten Garantiezeichen « HAUT RENDEMENT »;
 - dem durch TECHNICOOL für die Kessel-Brennerkomplexe mit Heizölspeisung bestimmten Garantiezeichen « OPTIMAZ »;
 - dem « BENOR » Gleichförmigkeitszeichen für die Kohle-generatoren;
 - dem « CEBEC » Gleichförmigkeitszeichen für die Elektrogeräte.
- V. Bei Anpassung der Strom- und/oder Gasversorgungsanlage, der Ersatz der Heizgeräte oder Warmwasserbereiter ausgenommen, ist eine Bescheinigung über die Einhaltung der gesetzlichen Vorschriften (A.E.A.O. und A.A.S.O.) von dem registrierten Unternehmer auszustellen.

ANLAGE 2

Wirtschaftlichkeitskriterium

Um einen Zinszuschuss auf 50 000 F in Anspruch nehmen zu können, darf der Betrag der für jede Arbeit durchgeführten Investition 60 % der aus dieser Arbeit herrührenden kumulierten vorhersehbaren Einsparung nicht übersteigen.

1. Als Investitionsbetrag gilt der Standardpreis, einschl. M.W.St. der Arbeiten oder Lieferungen, so wie er von den Energieschaltern angesetzt worden ist.
Übersteigt der Betrag des Kostenvoranschlags oder des Bestellscheins bezüglich einer Arbeit bzw. einer Arbeitsserie diesen Preis um wenigstens 30 % oder ist er ihm um mehr als 10 % niedriger, so gilt der Betrag des Kostenvoranschlags oder des Bestellscheins als der Investitionsbetrag.
2. Als vorhersehbare Einsparung gilt die Ermässigung der gesamten Energieabrechnung, einschliesslich M.W.St., die aus dieser Arbeit herrührt, so wie sie durch das Datenverarbeitungsprogramm des Energieschalters auf der Grundlage der im Energiesparbuch eingetragenen Messdaten ermittelt wird.
3. Die kumulierte Einsparung ist die vorhersehbare jährliche Einsparung, multipliziert mit den Lebensdauer der Arbeit in Jahren.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 88 — 389

14 JANUARI 1988

Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de verlening aan partikulieren van interest-toelagen inzake energiebesparende investeringen in de woningen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 1, § 3, en artikel 6, § 1, IV en VII;

Gelet op het decreet van 9 november 1987 houdende de begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor 1988;

Overwegende dat het van belang is voor het Gewest de energiebesparende investeringen in de woningen te bevorderen;

Overwegende dat de gevoeligmakende campagne, genaamd « Energiespaarboekje », de partikulieren toegelaten heeft een thermische diagnose van hun woning bij de Energieloketten te bekomen bevattende een inventaris van de wenselijke maatregelen;

Overwegende dat de verlening van een financiële hulp een waardeerbare aanzet zou zijn in de voortzetting van deze verrichting;

Gelet op de instemming van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de begroting behoort, gegeven op 16 december 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State van 28 december 1987;

Op voordracht van de Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheden het algemeen energiebeleid behoort en de Minister tot wiens bevoegdheden het huisvestingsbeleid behoort,

Besluit

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- 1° Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden het algemeen energiebeleid behoort.
- 2° Administratie : de Bestuursdirectie van Energie en nieuwe Technologieën van het Ministerie van het Waalse Gewest, algemene Inspectie van Energie.
- 3° Bedongen kredietinstelling : de financiële instelling met minstens een zetel in Wallonië en waarvoor de op 7 december 1987 getekende overeenkomst geldt als erkenning van het Waalse Gewest om leningen toe te staan welke van een interest-toelage genieten.
- 4° Aanvrager : elke natuurlijke of rechtspersoon die, op de datum van de leningaanvraag, titularis is van een zakelijk recht op of een huurcontract voor de woning welke van de investering geniet.
- 5° Woning : het huis of het appartement gelegen in het Waalse Gewest, hoofdzakelijk bestemd voor woning en waarvan het gebruik van vóór 1 november 1987 is, met uitzondering van de gezamenlijke gebouwsdelen met meer dan één woning.

6° Energieloket : de door het Waalse Gewest erkende en gesubsidieerde dienst, ingesteld door sommige gemeenten of verenigingen zonder winstbeoog om persoonlijke inlichtingen aan de particulieren te verschaffen inzake energiebesparing.

7° Thermische diagnose : analyse die toelaat de hoofdbronnen van thermisch verlies te schatten en de voorrangmaatregelen voor de gebouwmhulsel en/of het verwarmingssysteem voor te stellen bij het wijzen op de kosten ervan en de voorzienbare besparingen.

8° Investeringsontwerp : bestek van geregistreerde onderneming(en) en/of bestelbon(nen) van handelsondernemingen welke op gedetailleerde wijze de door de aanvrager voorziene maatregelen beschrijft (ven), rekening houdend met de aanbevelingen uitgebracht in een door een Energieloket uitgereikte thermische diagnose.

9° Geregistreerde onderneming in de bouwsector of hebbende bewijs opgeleverd van haar registratieaanvraag op het ogenblik van de aanbieding van het ontwerp,

dewelke :

aan de voorwaarden voldoet voorzien in het koninklijk besluit van 5 oktober 1978 houdende uitvoering van de artikelen 299 bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en 30 bis van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluit-wet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid de loonarbeiders;

het door het Wetenschappelijk en Technisch Centrum voor het Bouwbedrijf uitgereikt bewijs van haar inschrijving bij dit Centrum of het de Grootcentrum van haar sector voorlegt. Deze tweede voorwaarde is niet van toepassing op de ondernemingen voor electriciteitsvoorziening en voor elektrische installatie.

Art. 2. Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken kredieten kan de Minister, onder de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden, een toelage verlenen aan elke aanvrager met het oog op de verwezenlijking van een door de Administratie goedgekeurd ontwerp van energiebesparende investering. Daartoe staat de Minister toe aan de bedongen kredietinstellingen toelagen welke hun toelaten een nul rentevoet toe te staan gedurende drie jaar op de eerste schijf van 50 000 F van de toegestaande leningen.

Art. 3. Om te genieten van de interest-toelage moet de leningen de volgende voorwaarden beantwoorden :

1° toegestaan zijn door een bedongen kredietinstelling;

2° indien zij aan natuurlijke personen toegestaan is, een lening op afbetaling vormen overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk III van de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering;

3° op ten minste 50 000 F dragen en terugbetaalbaar zijn in zesendertig maanden;

4° afhankelijk zijn van het overmaken van een genummerd document opgemaakt en uitgereikt door een Energieloket en bevattend de goedkeuring van de Administratie. Dit document zal de goedgekeurde maatregel evenals hun totaal kosten vermelden.

Art. 4. Het bekomen door de aanvrager van het in artikel 3, 4° bedoelde genummerd document is afhankelijk van de volgende voorwaarden :

1° de vragenlijst van het Energiespaarboekje ingevuld, de opmetingen van energieverbruik tijdens ten minsten twintig weken tussen 26 september 1987 en 30 april 1988 opgeschreven en dit Boekje aan een Energieloket afgegeven of teruggezonden te hebben om een thermische diagnose te bekomen;

2° een ontwerp aan ditzelfde Energieloket afgegeven of teruggezonden te hebben.

De onthouden maatregelen moeten het in bijlage II omschreven besparingscriterium beantwoorden. Indien één of meerdere ervan er niet aan voldoen, moet de voorzienbare besparing voortkomend uit de combinatie van het geheel der maatregelen minstens 20 % van de energetische factuur voor de verwarming en het sanitair warm water bereiken.

De technische beschrijving van elke onthouden tussenkomst moet dewelke zijn die in de thermische diagnose vermeld is. Moeten tevens onderzocht worden de technische afwijkingen waarvan de thermische werkdadigheid gelijk of hoger is.

Alleen de 10 000 eerste goedgekeurde ontwerpen door de Administratie vóór 31 december 1986 zullen van een interest-toelage genieten.

Artikel 5. § 1. Voor dezelfde maatregel kan de interest-toelage niet gecumuleerd worden met de voordelen voorzien in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 februari 1987 tot instelling van een premie tot revalidatie van verbeterbare ongezonde woningen gelegen in het Waalse Gewest.

§ 2. De interest-toelage wordt slechts éénmaal per woning verleend.

Art. 6. § 1. Naar mate dat hij een lening zoals beschreven is in artikel 3 bekomt, is de aanvrager gehouden tot :

1° het verwezenlijken van het goedgekeurd ontwerp en het doen toekomen aan het Energieloket van een afschrift van de facturen waarbij een verklaring op erewoord is gevoegd dat de werken gedaan zijn en dit binnen de zes maanden vanaf de ontvangst van het genummerd document;

2° het aanvaarden, tijdens een termijn van twaalf maanden vanaf het einde van de werken, van de controle door de Administratie van de uitvoering van de werken. Deze wordt ermee belast de overeenstemming met de meldingen van het genummerd document uitgereikt door het Energieloket en goedgekeurd door de Administratie.

§ 2. De werken moeten uitgevoerd worden door geregistreerde ondernemingen welke de inachtneming van de regels van de kunst verzekeren.

Nochtans is de aanvrager toegelaten sommige maatregelen vooruitgebracht in bijlage I zelf uit te voeren.

Art. 7. Het niet in acht nemen van de administratieve voorschriften waarvan de controle voorzien is in artikel 6, § 1, 2° en de bedrieglijke praktijken om de toepassing van artikel 5 te ontwijken geven plaats tot de terugbetaling van de interest-toelage.

De invordering bij de toelagegerechtigde wordt toegekend aan het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 8. Dit besluit treedt in kracht de dag van zijn verschijning in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 9. De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheden het algemeen energiebeleid behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 januari 1988.

M. WATHELET
A. DECLETY
A. DALEM
Ch. AUBECQ
A. LIENARD
D. DUCARME

BIJLAGE I

A) Lijst van de maatregelen om energie te besparen, geschat bij middel van de thermische diagnose, en die het onderwerp kunnen zijn van een nul rentevoet, onder voorbehoud van de andere voorschriften van dit besluit

De (*) duiden de maatregelen aan welke de gerechtigde toegelaten is uit te voeren, en als zodanig ook geschat.

I. Op het vlak van de gebouwmhulsel

1. Isoleren van de muren begrenzend het verwarmde volume

1.1. Bestaande spouwmuren

Inspuiting in de spouw van een isolatiemateriaal onder de vorm van schuim of inblazing van een los isolatiemateriaal

1.2. Buitenisolatie

1.2.1. Plaatsing van isolatieplaten beschermd door een bepleistering op vlechtwerk of door een andere gevelafwerking op zijbekleding

1.2.2. Plaatsing van geheel of gedeeltelijke gevulde isolatieplaten en bouw van een buitenvoorspouwblad

1.2.3. Aanbrengen van een isolerende bepleistering

1.3. Binnenisolatie (*)

1.3.1. Plaatsing van een samengesteld isolatiemateriaal of van een sandwichpaneel

1.3.2. Plaatsing van een isolerende laag op een aan de muur gehechte structuur

2. Isoleren van de vloeren.

2.1. Boven onverwarme lokalen (kelder, garage, buitenlucht, kruipkelder, grond of volle grond)

2.1.1. Onder een betonvloer, welfsels of dergelijke (*)

Onder een vloer met een verwijderbare houten structuur (*)

2.1.2. Onder gewelf, gewelfkap of onregelmatige oppervlakken :

1. Aanbrengen van een isolatiemateriaal met toevoeging van een bindmiddel

2. Plaatsing van een isolatiemateriaal tussen de balklaag (*)

2.1.3. In geval van herstel van de loopvloer, plaatsing van stijve isolatieplaten met hoge dichtheid tussen de ruwbouwvloer en de dekvloer of plaatsing van een isolatiemateriaal tussen de vloerbalken en de op de ruwbouwvloer geplaatste parketvloer

2.2. In dakstoelen gebruikt als zolder (*)

3. Isoleren van de daken

3.1. Platte, volgens het beginsel van het warm dak of volgens het beginsel van het omgekeerd dak

3.2. Schuine boven bewoonbare dakstoelen (*)

Plaatsing van isolerende materialen met behoud van een continu geventileerde luchtlaag van ± 5 cm tussen de dakbedekking en de isolatie.

4. Isoleren van beglaasde oppervlakken

4.1. Plaatsing van voorzetramen (*)

4.2. Plaatsing van dubbele beglazing in bestaande ramen

4.3. Plaatsing van dubbele beglazing in nieuwe ramen

4.4. Plaatsing van dichtheidsvoegen (*)

II. Op het vlak van het verwarmingssysteem der lokalen

1. Isoleren van de leidingen

1.1. Van verwarming, in onverwarme lokalen (*)

1.2. Van S.W.W.-distributie, in onverwarme lokalen (*)

2. Warmtegenerator

2.1. Vervanging van de sproeier (voor stookolieketel)

2.2. Vervanging van de brander

2.3. Vervanging van de warmtegenerator en de eraan verbonden brander

2.4. Het beter isoleren van de warmtegenerator (*)

2.5. Plaatsing van een pomp

3. Regeling- en programmatiesysteem

3.1. Vervanging of plaatsing van een kamerthermostaat

3.2. Plaatsing van thermostatische kranen

3.3. Plaatsing van een buitenvoeler verbonden met een bestaande temperatuurregulatie

3.4. Plaatsing van een programmeerbare klok

3.5. Plaatsing van een optimaliseerder

3.6. Afstemming van de brander op de kamerthermostaat of op de programmeerbare klok

4. Warmteafgifte (*)

4.1. Plaatsing van een aluminiumfolie achter de radiatoren

4.2. Isolatie van de venstermuren achter de radiatoren

5. Bereiding van sanitair warm water

5.1. Ontkoppeling van de bereiding van S.W.W.

5.2. Plaatsing van een klok op de ketel voor de bereiding van S.W.W.

6. Gedecentraliseerde verwarming (stookolie, gas, kolen, hout, electriciteit)

6.1. Vervanging door nieuwe apparaten met-modulerende regeling

6.2. Vervanging door nieuwe apparaten met modulerende regeling en klok

6.3. Vervanging door nieuwe apparaten met modulerende regeling en programmatie op afstand

6.4. Vervanging van de rechtstreekse elektrische convectoren door elektrische apparaten met accumulatie en plaatsing van een tweevoudige teller

B) De in punt A omschreven maatregelen om energie te besparen moeten aan de volgende criteria voldoen :

I. Het isoleren van de muren begrenzend het beschermd (of verwarmd) volume moet een minimum bijkomende thermische weerstand meebrengen :

$R = \frac{e}{k}$ van :

1,2 m²K/W voor de daken of de zoldervloer;

1 m²K/W voor de buitenmuren en de buitenvloeren;

0,75 m²K/W in de andere gevallen.

Voor wat betreft het plaatsen van ramen met dubbele beglazing moet het coëfficiënt van warmtetransmissie lager dan of gelijk zijn aan $k < 3,6$ W/m²K (volgens de NBN-norme B62-002).

II. Worden aanzien als isolatiematerialen dewelke een warmtegeleiding hebben die, volgens de Belgische normen van de reeks B62 en/of bijzondere Belgische normen of technische erkenningen, lager dan of gelijk zijn aan 0,080 watt/m²K.

III. In geval van isolatie van :

de bestaande spouwmuren door insputting of inblazing;

de buitenmuren door aanbrengen van een isolerende bepleistering;

een plat dak volgens het beginsel van het omgekeerd dak,

met het isolatiesysteem een technische erkenning hebben welk verleend is door de Belgische Unie voor de technische goedkeuring in de bouw.

IV. In geval van vervanging van de warmtegenerator en de brander moet de uitrusting aan een van de volgende criteria voldoen :

label « Hoog rendement » bepaald door de Koninklijke Vereniging der Belgische Gaslieden;

label « Optimaz » bepaald door TECHNICOL voor de samenstellingen ketels en branders bevoorrad met stookolie;

BENOR gelijkvormigheidsmerk voor de koolkachels;

CEBEC gelijkvormigheidsmerk voor de elektrische apparaten.

V. In geval van aanpassing van de elektrische en/of gasinstallatie, de vervanging van de verwarmings- of warm water producerende apparaten niet inbegrepen, moet een getuigschrift van gelijkvormigheidsstelling met de wettelijke bepalingen (A.R.E.I. en A.R.A.B.) door de geregistreerde ondernemer voorgelegd worden.

BIJLAGE II

Besparingscriterium

Om van een interest-toelage van 50 000 F te genieten, moet het bedrag van de investering eigen aan elke maatregel niet hoger zijn dan 60 % van de gecumuleerde voorzienbare besparing voortvloeiend uit deze maatregel.

1. Het bedrag van de investering is de standaardprijs, BTW inbegrepen, van de werken of leveringen, zoals geschat door de Energieloketten. Wanneer het bedrag van het bestek of van de bestelbon betreffende een maatregel of een groep van maatregelen ten minste 30 % meer bedraagt dan of ten minste 10 % minder bedraagt dan deze prijs geldt het bedrag van het bestek of van de bestelbon als bedrag van de investering.

2. De voorzienbare besparing is de vermindering van de totale energetische faktuur, BTW inbegrepen, welke voortvloeit uit deze maatregel, zoals zij berekend is door het informaticaprogramma van het Energieloket, op basis van de in het Energiespaarboekje opgenomen gegevens.

3. De gecumuleerde besparing is gelijk aan de jaarlijkse voorzienbare besparing vermenigvuldigd door de levensduur, in jaren, van de maatregel.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 88 — 390

5 NOVEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres de télé-accueil
destinés aux personnes en état de crise psychologique

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu les articles 29 et 67 de la Constitution;

Vu l'avis du 4 novembre 1987 de l'Inspecteur des Finances;

Vu l'accord du 5 novembre 1987 du Ministre-Président, chargé du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'à la lumière des enseignements donnés par l'évolution du fonctionnement des centres de télé-accueil ces dernières années, il convient d'apporter sans délai des modifications aux dispositions réglementaires qui les régissent;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes,

Arrête :

Article 1er. Le Ministre qui a la Santé dans ses attributions, ci-après dénommé « le Ministre », peut agréer des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique, ci-après dénommés « les centres ».

Art. 2. Pour pouvoir être agréé, chaque centre doit répondre aux conditions suivantes :

1° garantir à toute personne appelant en état de crise psychologique, une écoute attentive, une réponse, et, le cas échéant, une orientation qui répondent le mieux à la situation ou aux difficultés qui ont motivé l'appel;